



Le 9 octobre 2013, pour le respect des engagements politiques de l'époque et conquérir une autre réforme des retraites, agissons tous ensemble !

Après la journée de grève et manifestation du 10 septembre, les rassemblements du 18 à l'appel des organisations de jeunesse, les Unions départementales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF du Val-de-Marne se sont à nouveau rencontrés le mardi 24 septembre 2013.

Les cinq syndicats entendent poursuivre leurs actions pour s'opposer à la nouvelle contre-réforme des retraites du gouvernement Ayrault et démontrer que d'autres choix sont possibles.

Ce projet de loi, rappelons-le, s'inscrit idéologiquement dans la continuité des contre-réformes engagées par les gouvernements de droite.

Pour défendre le système solidaire par répartition, nos organisations refusent des mesures injustes socialement et inefficaces économiquement qui font peser sur les seuls salariés, jeunes et retraités, le poids de nouveaux sacrifices au nom d'une pseudo-lutte contre les déficits des caisses de retraites et d'un soi-disant « coût du travail » trop élevé : allongement à 43 annuités de la durée de cotisation, augmentation des cotisations salariés, taxation des retraités... Ces mesures exonèrent la finance et le patronat, qui va se voir offrir à nouveau une baisse des cotisations sur le financement des prestations familiales !

Ces mesures vont surtout pénaliser les jeunes, qui entrent de plus en plus tardivement dans la vie active, les femmes aux carrières courtes et victimes du temps partiel, les salariés les plus âgés contraints au chômage faute de départ à la retraite.

L'allongement à 43 ans des durées de cotisation prépare inéluctablement une nouvelle chute dramatique du montant des pensions, plongeant ainsi des milliers de retraités dans des difficultés croissantes.

Dans ce énième projet de loi, les réformes de 2003 et 2010 ne sont en rien abrogées. Pourtant, lors des manifestations contre ces réformes Fillon/Sarkozy, l'opposition d'alors, et singulièrement le PS, aujourd'hui majoritaire au parlement et à la tête de l'exécutif, saluait les manifestants en promettant « le retour à l'âge légal de départ à 60 ans », et proposait que « les revenus des banques et du capital contribue à l'effort de solidarité ». On ne retrouve malheureusement en rien la satisfaction de ces promesses de campagne dans le projet présenté aujourd'hui par le gouvernement !

Les 5 organisations syndicales du Val-de-Marne, qui n'ont en rien abandonné leurs exigences de rupture et de « changement », entendent, en conséquence, rappeler ces engagements au parti majoritaire et aux élus de la majorité parlementaire.

Au moment où le projet de loi va être examiné au Parlement, nous tenons à nous adresser au Parti Socialiste et à la majorité gouvernementale, pour réaffirmer que ce projet ne doit pas être voté, et que d'autres mesures pour une réforme juste et de progrès sont possibles. C'est bien l'augmentation des salaires et des pensions, l'arrêt des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique comme l'arrêt des licenciements dans le privé, la taxation des revenus financiers, etc., qui entraîneront une hausse du produit des cotisations et donc de nouvelles ressources financières pour la Sécurité sociale et nos salaires.

C'est en ce sens et avec gravité, que nous nous adresserons aux représentants Val de Marnais du parti majoritaire, en nous rassemblant

**le mercredi 9 octobre à 11H,
devant le siège de la Fédération du Parti Socialiste du Val-de-Marne,
96 avenue du Général de Gaulle à Créteil (M° L'Echat)**